

# Référendum communal: intervention au Conseil national

Au cours de la session d'automne, le conseiller national Stefan Müller-Altmett a déposé l'initiative parlementaire «Le référendum des communes s'impose au niveau fédéral». Les membres d'un exécutif communal peuvent exprimer leur soutien moral sur le site web de l'ACS.

Il y a un mois environ, Reto Lindegger, directeur de l'Association des Communes Suisses (ACS), et Andreas Müller, responsable du projet milice auprès de l'ACS, plaident en faveur de l'introduction du référendum des communes au niveau fédéral (voir la «Commune Suisse» 9/17). Cette revendication a suscité un grand retentissement médiatique. Désormais, la discussion a lieu sur le plan politique. Dans l'initiative parlementaire déposée au Conseil national, il est proposé que l'article constitutionnel sur le référendum facultatif soit complété de la manière suivante: «Si 50000 citoyens et citoyennes ayant le droit de vote ou 200 communes dans 15 cantons ou huit cantons le demandent dans les 100 jours à compter de la publication officielle de l'acte, sont soumis au vote du peuple: (...)»

La Confédération exerce aujourd'hui une emprise directe sur les communes dans toute une série de domaines. Si les communes perdent leur autonomie, elles ne pourront plus remplir leurs fonctions politiques essentielles: le système de milice est fondamentalement remis en question. Dans l'article 50 de la Constitution fédérale, la Confédération s'engage à tenir compte des conséquences éventuelles de son activité pour les communes et à prendre en considération la situation particulière des villes, des agglomérations urbaines et des régions de montagne. Du fait du référendum des communes, la Constitution fédérale serait complétée de manière judicieuse: les organes communaux disposeraient ainsi, lors d'un projet fédéral susceptible de menacer leur autonomie, d'une influence (défensive). Le

souverain pourrait décider s'il accepte l'acte du Parlement ou s'il donne raison aux communes. *pb*

#### Plus d'informations:

[www.tinyurl.com/referendum-communes](http://www.tinyurl.com/referendum-communes)

### Soutien moral en faveur du référendum des communes

Les membres d'un exécutif communal désireux de soutenir le lancement d'un référendum des communes au niveau fédéral peuvent en faire état sur le site Internet de l'ACS en cliquant sur le lien suivant:

[www.tinyurl.com/referendum-communes](http://www.tinyurl.com/referendum-communes)

## Poste: groupe de travail

Un groupe de travail a été créé par la présidente de la Confédération Doris Leuthard pour réfléchir au profil du réseau postal et encadrer les débats sur l'accès à ce service universel. Le but est en particulier d'intégrer plus étroitement la population, les autorités et les entreprises dans la question de la transformation du réseau d'offices de poste et des besoins en matière de services postaux. Avec Gustave Muheim, vice-président de l'ACS et syndic de Belmont-sur-Lausanne, ainsi qu'avec Reto Lindegger, directeur de l'ACS, le groupe de travail réunit également deux représentants de l'ACS. L'ACS s'est engagée face à La Poste lors d'auditions pour une prise en compte des communes d'égal à égal et pour davantage de marge de manœuvre lors de l'adaptation de la réglementation d'accessibilité. En plus, elle a obtenu que La Poste renonce à l'accord de confidentialité lors des négociations. *pb*

## Ne pas freiner la dynamique

Le Conseil fédéral a approuvé début septembre le message sur la révision partielle de la loi sur les télécommunications. L'ACS regrette qu'ainsi, le thème prévu initialement pour une deuxième étape de révision de la réglementation de l'accès soit abordé sans large consultation au niveau du projet de loi. Dans un courrier adressé à Doris Leuthard, présidente de la Confédération, elle a proposé de renoncer dans un premier temps à une régulation de l'accès neutre du point de vue technologique. Une avancée technologique énorme a été réalisée au cours de ces dernières années. Cela est d'une importance capitale pour le développement économique des agglomérations, de l'espace rural et des régions de montagne. Il tient énormément à cœur à l'ACS que cette dynamique du marché soit maintenue. Les mesures de régulation inattendues ont manifestement pour effet de faire hésiter les offensives d'investissement positives comme celles de Swisscom. *pb*

## Tourisme d'achat

Des magasins de village qui ferment, des emplois perdus, des centres de localités qui perdent de leur attrait: beaucoup de communes frontalières suisses souffrent sous l'emprise du tourisme d'achat. Pour contrecarrer cette spirale négative, la première réunion du réseau des communes transfrontalières aura lieu le 18 octobre à Kreuzlingen, la ville au bord du lac de Constance qui souffre elle aussi particulièrement des effets du tourisme d'achat.

Au cours de cette manifestation organisée par l'ACS avec le soutien de la Ville de Kreuzlingen, des représentants communaux, des représentants de Migros et de l'administration des douanes y prendront également part. Le but consiste à échanger des expériences et des idées, à définir les éventuels champs d'action et à développer une stratégie commune pour pallier au tourisme d'achat. *pb*